

AUSTRALIE-UKRAINE-PAYS-BAS-RUSSIE- Accident

Destruction du vol MH17: l'identité des auteurs " confirmée " d'ici 2017

AFP
(SYDNEY/Australie)

La ministre australienne de la Justice a déclaré dimanche que les identités des responsables de la destruction en 2014 du vol MH17 de Malaysia Airlines en Ukraine seraient "confirmées" d'ici 2017, jugeant que ceux-ci devaient être traduits en justice. L'Australie participe à

l'enquête pénale internationale menée par les autorités néerlandaises sur le vol qui avait été abattu dans l'est de l'Ukraine. L'avion reliait Amsterdam et Kuala Lumpur et l'ensemble des 298 personnes à son bord avaient péri. D'après les premiers résultats de l'enquête, le missile avait été acheminé de Russie avant d'être tiré. Les enquêteurs ont également identifié une centaine de personnes "ayant joué un

rôle actif" dans le drame mais n'ont pas encore de suspects officiels. "Je m'attends à ce que d'ici la fin de l'année, peut-être en début d'année prochaine, une liste de tous ceux que nous tenons pour responsables sera confirmée et il faudra alors qu'il y ait des poursuites", a déclaré Mme Bishop à la télévision nationale ABC. En cas de blocage par la Russie d'éventuelles tentatives de poursuites via les Nations unies, plu-

sieurs options sont possibles, a-t-elle ajouté. Elle a cité la possibilité de mettre en place "des poursuites de type Lockerbie", ou de procès organisé par la justice néerlandaise. C'est un tribunal spécial écossais installé aux Pays-Bas qui avait jugé l'affaire de l'explosion d'un avion de la Pan Am qui avait fait 270 morts à Lockerbie (Ecosse) en 1988. Un ressortissant libyen, Ali Mohamed al-Megrahi, avait été condamné à la

prison à vie. "Je pense qu'un tribunal national serait peut-être plus facile à mettre en place mais il faudra s'assurer qu'il ait tous les pouvoirs nécessaires", a ajouté la ministre, précisant qu'elle avait parlé aux chefs de la diplomatie de tous les pays participant à l'enquête, parmi lesquels la Belgique, la Malaisie et l'Ukraine. Moscou a qualifié de "biaisés" les premiers résultats de l'enquête pénale internationale.

LIBYE-Conflic

Au moins 10 jihadistes tués à Syrte

AFP
(TRIPOLI/ Libye)

Au moins 10 jihadistes ont été tués en tentant de fuir la ville de Syrte, bastion du groupe Etat islamique (EI) en Libye que tente de reprendre depuis cinq mois le gouvernement d'union nationale, a annoncé di-

manche ce dernier. "Nos forces progressent dans le quartier où se sont retranchés les derniers combattants de l'EI, et ont combattu un groupe "qui tentait de fuir" la ville, ont indiqué les forces progouvernementales dans un communiqué. "Au moins dix cadavres" de jihadistes ont été recensés, alors qu'une unité de soldats loyalistes

"pourchassait un autre groupe" qui "fuyait le champ de bataille", ont-elles ajouté. Lancée le 12 mai, l'opération de reconquête de Syrte progresse par acoups, l'armée lançant régulièrement de nouvelles offensives entrecoupées de périodes de calme. Samedi, les avions militaires des forces du GNA ont effectué "six sorties" pour préparer le terrain

"à l'avancée des troupes" vers le réduit jihadiste situé dans l'est de la ville. Elles sont également soutenues par des frappes américaines, dont le nombre s'élève à 177 depuis le 1er août, selon le centre de commandement pour l'Afrique (Africom). Les troupes loyales ont reconquis la majeure partie de la ville située à 450 km à l'est de Tripoli, mais

les combats ont fait plus de 450 morts et quelque 2.500 blessés au sein de ces forces. Le bilan des morts dans les rangs des combattants de l'EI à Syrte reste inconnu. Une défaite de l'EI à Syrte serait un coup dur pour le groupe sunnite ultra radical qui connaît des échecs militaires en Irak et en Syrie ces derniers mois.

TURQUIE-Police

Arrestation du frère de Fethullah Gülen accusé d'avoir fomenté le putsch avorté

AFP
(ISTANBUL/Turquie)

La police turque a arrêté le frère de l'ex-prédicateur Fethullah Gülen accusé d'avoir fomenté le 15 juillet la tentative de coup d'Etat, a annoncé dimanche l'agence de presse progouvernementale Anadolu. Accusé d'être "membre

d'une organisation armée terroriste", Kutbettin Gülen a été arrêté à Izmir (ouest), chez un de ses proches dans le district de Gaziemir, et placé en garde à vue, a ajouté l'agence Anadolu. Les autorités turques accusent l'ex-prédicateur Fethullah Gülen d'avoir fomenté la tentative de coup d'Etat de la mi-juillet, qui a tué plus de 270 personnes et blessé des milliers d'autres.

Ancien allié devenu l'ennemi numéro un du président turc Recep Tayyip Erdogan, l'intéressé, qui vit en exil aux Etats-Unis depuis 1999, réfute ces allégations et clame diriger une organisation de paix appelée "Hizmet" ("Service"). Ces dernières semaines, à de multiples reprises, Ankara a demandé son extradition en Turquie. Selon d'anciennes publications des médias turcs,

Fethullah Gülen a cinq frères: Seyfullah et Hasbi - tous deux décédés - , Mesih, Salih et Kutbettin. Il a également deux soeurs: Nurhayat et Fazilet. Au total, 32.000 personnes ont été arrêtées en Turquie dans le cadre des vastes purges visant des partisans présumés de l'ex-prédicateur Fethullah Gülen, lancées au lendemain du putsch avorté.

Médias, magistrature, police, milieu pénitentiaire, armée, éducation, université... Tous les secteurs sont concernés par ces purges d'une ampleur inédite. Cette dernière est tellement importante que le gouvernement turc a décidé de libérer cet été 38.000 prisonniers condamnés pour faire de la place à de nouveaux détenus.

PHILIPPINES-INDONÉSIE-Crime

Abou Sayyaf libère trois matelots indonésiens

AFP
(MANILLE/Philippines)

Les islamistes d'Abou Sayyaf ont libéré trois matelots indonésiens enlevés en mer, ont annoncé dimanche les autorités philippines. Les trois otages ont été remis par les islamistes au chef rebelle musulman Nur Misuari, qui les a remis à son tour dimanche aux autorités, sur l'île méridionale de Jolo. Le négociateur gouvernemental chargé de la paix,

Jesus Dureza, a déclaré à l'AFP que les choses s'étaient passées "sans encombre". Le groupe, qui a décapité deux Canadiens, retiendrait encore une dizaine d'otages philippines et étrangers. Les trois otages font partie d'un groupe de matelots indonésiens enlevés par Abou Sayyaf en juin, selon Manille. Les conditions de leur libération n'ont pas été dévoilées. De manière générale, Abou Sayyaf, qui s'est fait une spécialité des enlèvements crapuleux, ne laisse pas partir ses otages s'il n'a

pas reçu de rançon conséquente. C'est la troisième fois au cours des dernières semaines que Nur Misuari, chef du Moro National Liberation Front (MNLF), un mouvement rebelle, aide le gouvernement à obtenir la libération d'otages. Le MNLF a ouvert des négociations de paix avec le gouvernement de Rodrigo Duterte après des décennies d'insurrection. Abou Sayyaf ne participe pas au processus. A la mi-septembre, un otage norvégien enlevé en 2015 et trois Indoné-

siens ont été libérés par Abou Sayyaf et remis à Nur Misuari. Quelques jours plus tard, un autre matelot indonésien était également libéré et remis au MNLF. Selon des sources militaires, Abou Sayyaf retient encore un otage néerlandais, cinq malaisiens, deux indonésiens et quatre philippines. Le groupe a décapité deux otages canadiens ces derniers mois. Abou Sayyaf est une ramification extrémiste de l'insurrection séparatiste musulmane qui a fait plus de 100.000 morts depuis

les années 1970 dans l'archipel. Considéré comme une organisation terroriste par Washington, il a été fondé au début des années 1990 avec des financements du réseau Al-Qaïda. Basé dans les îles reculées du sud des Philippines où la majorité des habitants sont musulmans, Abou Sayyaf a extorqué des millions de dollars de rançon et les analystes jugent qu'il s'agit plus d'un groupe crapuleux que d'un mouvement idéologique.

A travers le monde

•FRANCE-Jihadistes-Religion

L'église française où un prêtre a été assassiné par des jihadistes rouvre dimanche, deux mois après l'attentat, avec une cérémonie hautement symbolique destinée à "réparer la profanation" et plaider la "réconciliation" entre catholiques et musulmans. Le 26 juillet, le père Jacques Hamel, 85 ans, est égorgé dans l'église de Saint-Etienne du Rouvray (nord-ouest), par deux jeunes radicalisés de 19 ans, se réclamant du groupe Etat islamique (EI). Cet attentat, le premier dans un lieu de culte catholique en Europe, survient moins de deux semaines après celui qui a coûté la vie à 86 personnes à Nice (sud-est) le jour de la Fête nationale.

•VATICAN-AZERBAÏDJAN-Pape

Le pape François est arrivé dimanche en Azerbaïdjan, dernière étape de son voyage dans le Caucase, où il a rencontré la petite communauté catholique. Sitôt arrivé à Bakou en provenance de Tbilissi, le pape argentin a dit la messe à l'église de l'Immaculée conception où est installé le centre salésien, unique communauté catholique de l'Azerbaïdjan. Les catholiques de ce petit pays à la population musulmane dans son immense majorité, au bord de la mer Caspienne, ne sont que 570 selon le Vatican, dont 200 nationaux, et leur unique paroisse ne compte que sept prêtres.

•PAKISTAN-Religion-Discrimination-Chrétiens

Esham et Esha restent souvent confinées à la maison. Les rues de Lahore ne sont pas sûres pour ces deux adolescentes, filles d'Asia Bibi, une Pakistanaise chrétienne condamnée à mort pour blasphème. On est bien loin des splendeurs du Vatican, où Esham, 18 ans, a été reçue en avril 2015 par le pape François. Le souverain pontife avait alors prié pour leur mère, enfermée depuis des années dans le couloir de la mort d'une prison pakistanaise. "Il m'a béni", raconte la jeune femme à l'AFP. "Je sens que le pape prie et va continuer à prier pour ma mère et qu'à la fin, grâce à cela, elle sera libérée", poursuit-elle.

•GB-UE-Brexit-Gouvernement

La Première ministre britannique a déclaré dimanche vouloir proposer au printemps 2017 au Parlement d'abroger l'acte d'adhésion de son pays à l'Union européenne, ce qui lancerait le compte à rebours vers un Brexit. Dans un entretien au journal Sunday Times, Theresa May explique qu'elle présentera une nouvelle législation afin d'abroger le European Communities Act de 1972 lors du discours de la reine devant le Parlement, qui aura lieu en avril ou mai 2017. "Cela marquera la première étape pour faire du Royaume-Uni un pays souverain et indépendant à nouveau", déclare Mme May, soulignant que cela signifiera "la fin de l'autorité de l'UE au Royaume-Uni".